

Convention collective départementale
IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Moselle)
(1^{er} février 1973)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

AVENANT DU 26 FÉVRIER 2015
RELATIF AUX MOYENS DE COMMUNICATION DES INSTITUTIONS
REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL (ART. 6 DES CLAUSES GÉNÉRALES)

NOR : ASET1550513M
IDCC : 714

Entre :

L'UIMM de la Moselle,

D'une part, et

La CGT-FO métaux de la Moselle ;

La CGT métaux de la Moselle ;

La CFE-CGC métallurgie de la Lorraine,

D'autre part,

il a été décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification de l'article 6 des clauses générales de la convention collective
pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle*

Les dispositions et le titre de l'article 6 sont supprimés et remplacés par :

« Article 6

Moyens de communication des institutions représentatives du personnel

1. Principes généraux

Les communications des délégués du personnel ne pourront se rapporter qu'à des informations entrant dans le cadre de leur mission.

Les communications des organisations syndicales ne pourront se rapporter qu'à des informations d'ordre strictement professionnel ou syndical intéressant le personnel de l'établissement.

Elles ne pourront en aucun cas prendre une forme ou un ton injurieux, avoir un caractère de polémique ou être de nature à apporter une perturbation, sortant du cadre légal, dans la marche de l'entreprise. Chaque institution représentative du personnel devra veiller, dans ses communications internes et externes, à la protection des intérêts légitimes de toutes parties intéressées à l'entreprise.

Ces institutions représentatives du personnel s'engagent à respecter plus particulièrement le caractère confidentiel des informations qualifiées comme telles par l'employeur.

2. Moyens de communication

Panneaux d'affichage

Les règles suivantes seront appliquées pour l'utilisation des panneaux :

- l'affichage des communications syndicales s'effectue sur des panneaux réservés à cet usage et distincts de ceux affectés aux communications des délégués du personnel. Sur demande des institutions utilisatrices, ces panneaux fermeront à clé ;
- ces panneaux seront placés dans des endroits accessibles au personnel, notamment aux portes d'entrée et de sortie du personnel ;
- aucun document ne pourra être affiché en dehors des panneaux d'affichage ;
- toutes les communications affichées devront être signées nominativement ou porter le cachet de l'organisation syndicale responsable ;
- l'affichage sera effectué librement par les utilisateurs respectifs des panneaux. Un exemplaire de toutes les communications affichées sera transmis à la direction simultanément à l'affichage.

Nouveaux moyens de communication

La diffusion de messages syndicaux par le biais de tout support électronique de l'entreprise tel que intranet, messagerie électronique, etc., ne pourra être mise en place sans l'accord de l'employeur et devra faire l'objet d'une négociation préalable au sein de l'entreprise. Un exemplaire de toutes les communications diffusées par ces nouveaux moyens sera transmis à la direction simultanément à la diffusion. »

Article 2

Entrée en vigueur

Conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent avenant entre en vigueur le lendemain de son dépôt.

Article 3

Dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Metz, le 26 février 2015.

(Suivent les signatures.)